



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 09/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MASSON SA

Aux Sordats

71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/NM/2025/C_107
Code AIOT : 0005400594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement MASSON SA implanté Fifataud 71118 Saint-Martin-Belle-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre de la visite d'inspection de la carrière où se situe l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSON SA
- Fifataud 71118 Saint-Martin-Belle-Roche
- Code AIOT : 0005400594
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est un dépôt d'explosifs destinés à abattre les blocs de roche marbrière dans les deux carrières exploitées par la société MASSON sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Belle-Roche.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.4 - annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Division de risques et groupes de compatibilité	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article annexe VI	Demande d'action corrective	2 mois
4	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.4.4 - annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.11 - annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation - aménagement	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.1- annexe I	Sans objet
5	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.5 - annexe I	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.1 - annexe I	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.2 - annexe I	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.5 - annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dépôt d'explosifs exploité par la société MASSON pour l'activité de ces deux carrières est une

installation classée soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique n°4220-4 car la quantité équivalente de matière active est inférieure à 100 kg. Le dépôt est situé dans l'emprise autorisée de la carrière "Fifataud" de la société MASSON autorisée par arrêté préfectoral du 3 mars 2004.

Le dépôt ne dispose pas d'autorisation au titre du code de l'environnement mais il est autorisé par arrêté préfectoral du 27 juillet 2012 au titre du code de la défense et de la protection civile. L'installation devra faire l'objet d'un porter à connaissance au préfet au titre du code de l'environnement.

Sur les dispositions contrôlées au titre du code de l'environnement, l'inspection relève plusieurs non-conformités relatives à l'absence d'isolement avec le milieu naturel des eaux d'extinction en cas d'incendie et à l'incompatibilité de stockage des détonateurs avec les produits explosifs dans le même local. Par ailleurs l'exploitant justifiera la conformité du local avec les dispositions techniques relatives à la surface minimale des ouvertures de désenfumage.

L'exploitant demandera l'avis du SDIS sur les modalités d'accessibilité et les besoins en volume de rétention/confinement des eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 1.4 - annexe I
Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour ;- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;- les rapports des visites ;- les documents prévus aux points 2.4, 2.12, 3.3, 3.5, 3.6, 3.7, 4.1, 4.3, 4.7, et 7.5 du présent arrêté ;- le dossier rassemblant des éléments relatifs aux risques (notamment les caractéristiques des produits stockés, les incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation, les zones d'effets pyrotechniques et leur justification telles que prévues au point 4.1). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet l'installation de stockage de produits explosifs exploitée au sein de l'emprise de la carrière soumise à autorisation avec tous les éléments d'appréciation dont l'analyse de conformité de l'installation avec les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales

applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4220 (article L. 181-14 du code de l'environnement). Ce porter à connaissance comportera également une étude des dangers notamment des effets de l'installation (en déclaration) sur la carrière (en autorisation) et inversement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Implantation - aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.1- annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée de manière que la zone d'effets Z2 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 modifié fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques soit contenue dans l'enceinte du site. On entend par site la zone où aucune personne étrangère à l'exploitation de l'installation n'a libre accès.</p> <p>Les bâtiments des installations présentant un risque caractérisé d'incendie ou d'explosion non spécifiquement pyrotechnique, tels que garages, dépôts de produits inflammables n'entrant pas dans la composition des matières explosives, dépôts de bois, menuiseries, dépôts de gaz comprimés sont disposés de telle sorte que tout incident survenant dans l'un deux n'affecte pas les conditions de sécurité dans les bâtiments de stockage de produits pyrotechniques. A cette fin, ces bâtiments sont implantés à une distance minimale de 30 mètres des bâtiments pyrotechniques, sauf démonstration par l'exploitant que la disposition de ces bâtiments à moins de 30 mètres desdites installations permet néanmoins de satisfaire cet objectif.</p> <p>Les distances d'isolement entre deux bâtiments ou installations pyrotechniques, d'une part, et entre un de ces bâtiments ou installations et un bâtiment ou une installation non pyrotechnique, d'autre part, respectent a minima les distances d'éloignement (en mètres, en terrain plat et sans protection particulière) de $0,5 Q^{1/3}$ et $2,4 Q^{1/3}$ s'il y a un risque de projections (où Q représente la masse susceptible de réagir).</p> <p>Le mode de construction des bâtiments et la nature des matériaux utilisés sont tels qu'en cas d'explosion le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible. Si un bâtiment présente une façade de décharge soufflable, aucun autre bâtiment ne doit se trouver en face de cette façade à moins d'être convenablement protégé. À défaut de démonstration, une distance minimale de 50 mètres est appliquée.</p> <p>Les bâtiments abritant l'installation pyrotechnique ne comportent ni étage, ni sous-sol.</p> <p>Les remblais employés à la construction de dépôts enterrés ne sont pas susceptibles de s'échauffer spontanément. Sans préjudice des dispositions prévues par le ministère en charge de l'intérieur, une clôture est installée autour du dépôt afin de signaler l'interdiction d'accès.</p> <p>Les voies et aires de circulation sont convenablement entretenues et présentent une surface de roulement nivelée exempte de trous, de saillies ou d'autres obstacles.</p>

Constats : En partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Division de risques et groupes de compatibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, Division de risques et groupes de compatibilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits explosifs appartiennent à la classe 1 des marchandises dangereuses au titre de l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses, et sont répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part, en divisions de risque, suivant la nature des effets de leur explosion ou de leur combustion ou selon leur degré de sensibilité ; - D'autre part, en groupes de compatibilité, suivant le type particulier de risque supplémentaire qu'ils peuvent comporter lorsqu'ils sont en présence de matières ou objets appartenant à d'autres groupes. <p>Ce classement au transport ne constitue qu'une référence en fonction d'une configuration spécifique et des épreuves et critères normalisés.</p> <p>A. Divisions de risque Les divisions de risque, numérotées de 1 à 6, comprennent, chacune, les matières ou objets dont les caractéristiques sont données dans le tableau suivant : ..//..</p> <p>Les groupes de compatibilité sont désignés, chacun, par une des lettres majuscules A, B, C, D, E, F, G, H, J et K. Trois autres groupes ayant des propriétés particulières leur sont adjoints, respectivement désignés L, N et S. La composition de ces différents groupes est donnée dans le tableau suivant : ..//..</p> <p>Les matières ou objets des groupes A à H, J, K et N ne peuvent être conservés dans un même dépôt s'ils sont de groupes de compatibilité différents, à l'exception des possibilités prévues au paragraphe ci-dessous (compatibilités). Toutefois, des groupes différents de ces matières ou objets peuvent se trouver dans un dépôt d'établissement si des mesures appropriées sont prises pour éviter toute transmission d'un phénomène dangereux entre ces différents groupes.</p> <p>B- compatibilités Le stockage en commun de produits explosifs emballés en colis conformément aux dispositions des réglementations sur le transport des marchandises dangereuses est autorisé selon le tableau ci-après. ..//..</p> <p>X : Stockage en commun autorisé</p>

Constats : En partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le local pyrotechnique, l'accès au détonateur doit être indépendant de l'accès aux produits explosifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.4.4 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Sauf démonstration que cette mesure aggrave les conséquences d'un accident, les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, et gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est comprise entre 1 000 et 1 600 m ² ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Le bâtiment dispose d'un système de ventilation bas et haut (grilles métalliques) qui permettrait d'évacuer les fumées et la chaleur en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La surface utile totale de ces dispositifs d'ouverture ne peut être inférieure à 2 % de la surface totale du local soit au minimum 1200 cm ² (surface utile de coefficient 2 compte tenu du risque

d'explosion des matières stockées). Il est demandé à l'exploitant de justifier la conformité technique du local sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.5 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins. Cette voie est maintenue dégagée en permanence.
Constats : En partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera du SDIS 71 (Mâcon) pour faire une reconnaissance de la zone pyrotechnique et de son accessibilité (notamment sur les modalités d'ouverture des barrières).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 2.11 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : En cas d'incendie du local et d'emploi d'agents d'extinction liquides, l'exploitant n'a pas prévu une rétention ou une zone de confinement déportée des eaux d'extinction. Sans dispositifs de rétention ou de confinement, les effluents se dirigeraient en grande partie hors de la surface en béton, sur le sol naturel.
Non-conformité: absence de dispositif de rétention ou de confinement des eaux d'extinction, le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant se rapprochera des services de secours (SDIS 71) pour obtenir un avis sur les besoins en eaux d'extinction du site (défense extérieure contre l'incendie) tel que le point 4.3 de l'annexe I le demande. L'exploitant dimensionnera ensuite les besoins en rétention au moyen de la règle D9A, dans le dossier de porter à connaissance exigé plus haut. Il prévoira ensuite un dispositif de rétention ou de confinement des eaux d'extinction .</p> <p>L'exploitant transmettra en copie l'avis du SDIS à l'inspection dans le dossier de porter à connaissance. Compte tenu du faible volume de matières explosives entreposées dans le dépôt, l'exploitant pourra solliciter un aménagement de cette prescription, ainsi que celle du point 4.3 de l'annexe I après échange avec le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.1 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
Constats : <p>En partie confidentielle</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.2 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations. En dehors des heures de travail les locaux contenant des produits explosifs sont fermés à clef s'ils ne font pas l'objet d'une surveillance permanente.</p>
Constats : <p>En partie confidentielle</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2008, article 3.5 - annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour en permanence un état indiquant la nature, la division de risque, le groupe de compatibilité, la date de fabrication et la quantité des produits explosifs détenus (registre entrées-sorties), auquel est annexé un plan général à jour des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie, de secours et de gendarmerie. Le registre doit pouvoir être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.
Constats : En partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite